

Projet de Résolution politique de rentrée avec propositions d'amendements P4 [en souligné gras]

Les crises du capitalisme ont pris ces derniers mois une nouvelle dimension. La catastrophe de Fukushima est venu rappeler qu'un accident nucléaire peut vite prendre une dimension catastrophique à l'échelle de toute la planète. Après le sauvetage des banques par les États, l'explosion de la dette publique fait entrer la crise financière dans une nouvelle phase encore plus dangereuse.

Avec l'éclatement de la bulle immobilière et la crise des subprimes aux États-Unis en 2007, la dette des ménages est passée aux mains des banques puis aux États. Pour sauver les banques, des plans d'aide massifs ont été engagés, **[AMENDEMENT P4 n° 1] gagés sur des plans d'austérités violents qui ciblent les classes populaires. Cette course généralisée à l'austérité agrave qui ont aggravé** les déficits publics déjà favorisés par des années de politiques de diminution de la fiscalité sur les profits et les hauts revenus, les aides et subventions au patronat. **C'est pourquoi, pour tenter de réduire les déficits publics et de relancer l'accumulation, les bourgeoisies européennes vont tenter d'imposer des plans d'austérité drastiques et un recul brutal du niveau de vie des travailleurs.**

Les marchés exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour prêter aux États. Mais cette fuite en avant atteint désormais ses limites. La possibilité d'un défaut de paiement de l'État grec, l'augmentation du plafond légal de la dette publique et la dégradation de la note des États Unis, la chute des places boursières et le risque d'une nouvelle récession alors même que le chômage demeure historiquement élevé, sont les manifestations les plus spectaculaires de l'accélération de la crise. L'onde de choc semble désormais échapper aux États, voire les menacer eux-mêmes.

L'incertitude est d'autant plus grande que les classes dirigeantes sont à cours d'expédients ou plutôt que leurs expédients n'ont fait qu'entretenir la logique de crise. Le gouvernement américain confronté à son opposition interne, mais plus fondamentalement à la crise de leadership des États-Unis, vient de réouvrir les vannes pour tenter de relancer l'emploi, mais il n'y a aucun plan d'ensemble qui laisse entrevoir le début d'une réponse cohérente.

Si des mobilisations massives et inédites ont lieu dans de nombreux pays de l'UE (Grèce, Espagne, Irlande,...), pour l'heure, aucune n'est en mesure de briser les plans d'austérité en cours et d'imposer d'autres choix. Des secteurs massifs des travailleurs et des populations sont désormais en voie de paupérisation. **[AMENDEMENT P4 n° 2] Les émeutes de Londres attestent du désespoir social à l'œuvre confirment, après celles de 2005 en France, que les jeunes et les habitants des quartiers populaires sont prêts à se révolter contre cette société qui les réduit au chômage, à la misère et à la répression policière, mais leur soulèvement légitime manque encore de perspectives, faute d'un programme politique et d'organisations capables de le porter.** Les scores électoraux de l'extrême-droite, ces dernières

années en Europe, comme les attaques et provocations racistes de groupes d'extrême-droite en Grande Bretagne, en Grèce et ailleurs ces derniers mois attestent aussi de l'urgence de cristalliser la colère sociale sur des revendications et propositions alternatives.

Dans ce contexte où les classes dominantes manifestent une grande détermination à nous faire payer le coût de leurs crises, notre agitation, notre propagande, notre travail unitaire, notre activité syndicale ou associative vise à construire l'unité du monde du travail, de la jeunesse pour défendre leur conditions de vie, de travail, leur avenir, celui de la société..

La situation en France

Les mesures prises par le gouvernement Sarkozy s'inscrivent pleinement dans cette offensive générale contre les populations et le dernier plan de réduction des déficits annoncée par Fillon fin août en est un dernier exemple : poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite , réduction d'un milliards des dépenses publics, encadrement encore plus stricte des dépenses de santé... et le résultat sera toujours le même : la casse toujours plus importante du droit à l'emploi, des services publics et l'accès aux soins. Tout est donc fait pour « rassurer les marchés » et donc payer la dette rubis sur ongle. Tout le reste est subordonné à cet impératif.

Du côté du PS on ne se pliera certes pas à la « règle d'or ». Mais l'annonce par les principaux prétendants à la présidentielle en juillet qu'il faudra revenir à un déficit de 3 % en 2013 répond exactement aux mêmes préoccupations. Sur la base des chiffres actuels de croissance (qu'il faudra de toute façon réviser à la baisse), cela signifie plus de 50 milliards d'euros d'économie. Si cela ne s'accompagne pas d'un plan pour faire payer les riches, le résultat est inévitable : ce sera la super-austérité contre les services public et contre les classes populaires comme le font dès à présent , les gouvernements socialistes en Grèce ou dans l'Etat espagnol.

C'est dans ce contexte que le discours du FN contre « le mondialisme » peut trouver un nouvel écho, en jouant sur l'insécurité sociale, en flattant toutes les peurs pour désigner à la vindicte populaire l'Europe, les immigrés la mondialisation comme autant d'exutoires à la colère et au mécontentement. La seule défense des classes populaires que propose Marine Le Pen c'est le repli sur les frontières nationales et le retour au franc. Sa démagogie nationaliste et réactionnaire prétend se draper dans un discours de défense de la République et de la laïcité censée protéger les plus faibles... à condition qu'ils soient français. Le tout au service d'une politique qui voudrait faire du FN un parti de gouvernement prêts à servir les classes dominantes contre les travailleurs.

La seule force capable d'offrir une issue à l'impasse dramatique dans laquelle les classes dominantes conduisent toute la sociétés, le monde du travail, a bien du mal, en cette rentrée, à prendre l'initiative. L'appel intersyndical à une journée d'action le 11 octobre est, dans le contenu comme dans la forme, **[AMENDEMENT P4 n° 3] très en deçà de ce que la situation exige une manière de renoncer à tout combat contre le patronat et le gouvernement, voire de cautionner leur politique. En effet, au lieu de prendre le mal à la racine, de remettre en cause radicalement la politique des déficits publics et l'austérité, il reste prisonnier du cadre imposé par le gouvernement en demandant un meilleur partage, plus juste des sacrifices pour réduire les**

déficits, avec pour seul objectif le maintien de la cohésion sociale, c'est-à-dire le droit pour les capitalistes de gouverner comme avant, avec notre assentiment !

Les directions des confédérations syndicales plutôt que de prendre l'offensive reste prisonnière de la politique du gouvernement, **hésitent**, n'envisagent même pas d'appeler clairement à une journée de grève et de manifestations. C'est pourquoi, dès maintenant, dans nos structures syndicales, nous devons essayer d'obtenir des appels à la grève pour le 11 octobre en s'inscrivant dans la perspective d'une grève générale comme seule manière de donner un coup d'arrêt aux attaques du capital et du gouvernement ; cela nécessite de tirer les leçons de la stratégie des « journées d'action » saute-mouton qui a mené à la défaite de l'automne 2010, de définir des revendications claires, de refuser le « dialogue social » des directions syndicales avec les patrons et le gouvernement, de prendre des initiatives concrètes pour la coordination des luttes à tous les niveaux et de permettre aux travailleurs de s'auto-organiser sur les lieux de travail (AG, comités, démocratie syndicale...). C'est à cette occasion que nous pourront tenter de lier les revendications salariales et la bataille contre les plans d'austérité et pour l'annulation de la dette.

Les propos du pouvoir sont clairs et sans ambiguïtés. Pour faire face à la dette, il n'y a pas d'autre issue que l'austérité et dans le même temps il faudrait accroître la compétitivité en licenciant, en bloquant les salaires. Public et privé sont confrontés aux mêmes attaques, c'est ensemble qu'il faudrait répondre pour refuser de payer leurs dettes et contester aux capitalistes le droit de continuer à nous mener à la catastrophe.

Cela ne rend que plus impératif la nécessité de défendre une politique d'urgence sociale, financière, démocratique, écologique, une politique de rupture avec le capitalisme qui cherche résolument à rassembler toutes les forces des oppriméEs et des exploitéEs, [AMENDEMENT P4 n° 4] donc une politique qui articule les revendications immédiates avec l'objectif du renversement du capitalisme et du gouvernement des travailleurs. Plus que jamais il y a incompatibilité entre nos vies et leurs profits.

La seule issue, c'est le rapport de force, la mobilisation générale, la convergence de toutes les résistances à l'austérité et à l'ensemble des attaques patronales.

Une campagne [AMENDEMENT P4 n° 5] contre la dette illégitime pour l'annulation de la dette et l'expropriation des banques sans indemnités ni rachat

La dette est une arme de guerre sociale qui opère un gigantesque transfert de richesses volées aux classes populaires, salariéEs, les jeunes, chômeurs, dans les poches des riches et les coffres des banques.

Contrairement à ce que l'on entend partout, elle n'est en rien le résultat d'une dépense excessive parce que nous aurions parait-il vécu au-dessus de nos moyens. C'est un discours mensonger qui cherche à culpabiliser la population, sommée de payer après avoir parait-il trop dépensé. Cette dette est doublement illégitime, parce qu'elle est le produit d'une fiscalité favorisant les plus riches depuis de très nombreuses années, et parce qu'elle est le résultat de tous les plans de sauvetage des banquiers qui ont permis à ces derniers de spéculer de plus belle. Elle doit être annulée.

Face à la spéculation des marchés, les populations sont en situation de légitime défense. Le remboursement de la dette représentera 142 milliards pour 2011. 142 milliards qui iront aux spéculateurs et pas à l'éducation, à la santé, aux logements, aux transports gratuits... Arrêtons immédiatement les remboursements et toutes les mesures d'austérité imposées en leur nom. Mettons nos nez dans leurs affaires ! Nous avons le droit de savoir : qui a prêté et spéculé ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part a déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ?

Nous voulons imposer par la mobilisation la levée du secret bancaire, le contrôle sur les opérations financières. **[AMENDEMENT P4 n° 6] Qu'on appelle ça enquête publique, audit ou tribunal de la dette** Il s'agit de mettre en place non un « audit citoyen », mais un tribunal de la dette **sur des bases de classe, avec les travailleuses et les travailleurs, en faisant appel notamment à celles et ceux des banques, des institutions financières, du Trésor et de l'INSEE**. L'enjeu n'est rien de moins que passer de la légitime défense au contrôle, à la mise en cause du droit des banquiers et des capitalistes à disposer de nos vies.

L'annulation de la dette provoquera la faillite des institutions financières nous dit on mais c'est la politique même des banquiers et des États qui conduit à la faillite et à la ruine de la société. Il y a urgence à les empêcher de nuire. Il n'est plus question de renflouer à coups de milliards d'argent public leurs bilans pourris par les opérations douteuses, pour leur permettre de poursuivre leurs spéculations contre les peuples. Il faut les saisir, les socialiser sans indemnité ni rachat pour constituer un véritable service bancaire public sous le contrôle de la population, une appropriation publique et sociale du crédit qui permette d'imposer le contrôle des capitaux et de leur utilisation. Il n'y a pas d'autre voie pour en finir avec la main mise des banquiers sur les finances publiques, pour en finir avec la spéculation.

Dans les cadres unitaires et à travers notre propre campagne, il s'agit pour les anticapitalistes, de populariser des explications sur la crise du système capitaliste et des revendications transitoires de contrôle et **[AMENDEMENT P4 n° 7] d'incurSION dans la d'expropriation de la propriété privée** : annulation de la dette, mise en place d'un **grand pôle monopole** bancaire public par socialisation des banques — ce qui permettrait aussi d'annuler la dette de la Grèce et des pays dominés à l'égard de la France —, **expropriation et socialisation sous contrôle ouvrier des entreprises du CAC 40** sans indemnité ni rachat, ...

En France, plusieurs cadres et appels unitaires voient le jour (audit citoyen de la dette publique, contre la règle d'or, contre G20, appel européen de Médiapart...). Les indignés grecs et espagnols viennent aussi de lancer un appel « aux indignés de toutes les places » « contre le paiement de la dette illégitime. Cette dette n'est pas la nôtre... ». Au niveau national, le NPA œuvre à la convergence de ces différentes initiatives.

Cela passe par la construction de comités unitaires, rassemblant militant-e-s du mouvement social/syndical, des partis, des anonymes sur un pied d'égalité. Nous voulons construire une campagne unifiante (dette, règle d'or, G20, austérité, mobilisations sociales) permettant à des millions de salariés de débattre, de comprendre, de se politiser et à des dizaines de milliers de

personnes de militer.

Le NPA œuvre à la construction d'une campagne ancrée dans les luttes de résistance à l'austérité (Education nationale, santé,...), pour les faire converger en France comme sur le plan européen pour le refus immédiat du paiement de la dette publique.

Cette campagne unitaire que nous voulons la plus large possible sera également alimentée dans les semaines qui viennent par un matériel spécifique du NPA qui nous permette d'intervenir sans attendre sur les lieux de travail, dans la jeunesse, dans les quartiers, partout où nous pouvons toucher la population pour commencer à expliquer, tenter d'organiser et de mobiliser, tout en ayant le souci de commencer à nous former nous-mêmes sur toutes ces questions.

Des échéances pour populariser la campagne existent : les différentes mobilisations nationales (journée de Grève dans l'Éducation le 27 septembre, journée interprofessionnelle du 11 octobre), des rendez-vous européens (Journée européenne de manifestations du 15 octobre à l'appel des indignés, contre sommet du G20 du 1er au 4 novembre avec la manifestation internationale du 1er).

Le NPA est présent à tous les rendez-vous permettant de coordonner et de faire converger ces mobilisations : Conférence européenne du 1er octobre à Londres (Coalition of Résistance),...

A situation de crise exceptionnelle, historique, l'ambition réaliste serait de répondre par une mobilisation exceptionnelle et pourquoi pas par la 1ère grève générale européenne contre l'austérité de notre histoire, une indignation générale européenne.

[AMENDEMENT P4 n° 8] Face aux réponses réactionnaires des bourgeoisies de l'Union européenne et au danger nationaliste, les États-Unis Socialistes d'Europe sont la seule option progressiste contre la débâcle actuelle et la catastrophe qui nous menace. Notamment dans un pays impérialiste des plus forts comme la France, nous devons lutter clairement contre tout plan de semi-colonisation des pays plus faibles. « A bas les plans d'austérité en Grèce, au Portugal et tous les autres ! »

Faire le lien avec toutes nos campagnes:

La campagne pour l'annulation de la dette s'intègre bien évidemment avec l'ensemble de nos interventions et dans le cadre des axes de campagne que nous allons défendre pour la présidentielle dans les mois qui viennent.

Nous devons continuer à contribuer à organiser les résistances sur tous les terrains.

Face à la rapacité des capitalistes qui continuent à faire exploser le CAC 40 grâce aux subventions de l'État, nous voulons aider à faire converger autant que possible toutes les luttes contre les licenciements, contre les suppressions d'emplois, continuer à populariser l'idée d'un tous ensemble pour interdire les licenciements, augmenter les salaires et tous les revenus des retraités et des chômeurs, pour la défense des services publics. L'argent existe malgré la crise !

Face aux attaques racistes et xénophobes de plus en plus débridées de l'Etat et des politiciens de l'UMP en concurrence avec le FN, nous continuerons à participer aux différentes mobilisations antiracistes et de défense des sans-papiers .qui sont une condition pour unifier notre camp social. De même, nous continuerons à participer à tous les combats féministes, en particulier contre le viol et les violences faites aux femmes, une question qui a pris une nouvelle actualité après le scandale de cet été avec DSK.

Nous continuerons à dénoncer les interventions de notre propre impérialisme, surtout lorsqu'elles se parent de prétendues justifications humanitaires. En particulier, il est urgent d'exiger la fin de toute intervention militaire en Libye justement parce que nous sommes solidaires des révoltes arabes et parce que c'est notre responsabilité de tout faire pour qu'elle ne soient pas confisquées par les dirigeants de l'impérialisme. [AMENDEMENT P4 n° 9] Notre premier devoir ici en France est de dénoncer le rôle décisif de l'impérialisme français dans l'intervention de l'OTAN en Libye et la néo-colonisation qui en découle : le caractère destructeur et meurtrier des bombardements comme la concession du pétrole libyen aux trusts impérialistes, notamment à Total, ont fait voler en éclats le masque hypocrite du prétexte humanitaire initialement avancé. Dans notre presse, dans nos réunions comme dans les interventions de notre candidat dans les médias, nous devons dénoncer avec force la soumission et le bradage de la Libye aux impérialistes par le CNT, qui s'est autoproclamé dirigeant du soulèvement populaire initial contre la dictature kadhafiste pour mieux le récupérer et le dénaturer au service de l'impérialisme. Nous devons être solidaires de tous les actes de résistance à la néocolonisation de la Libye et aider les travailleuses et les travailleurs à s'auto-organiser, à imposer de réels droits démocratiques, à empêcher les privatisations et le pillage du pays, à défendre et leurs acquis sociaux menacés par les impérialistes, à construire des syndicats et des partis ouvriers indépendants.

Six mois après la catastrophe nucléaire de Fukushima, le nombre de victimes, de déplacé-e-s, de salarié-e-s sacrifié-e-s pour tenter de sauver les millions de vies en jeu ne font que s'accumuler. Cet accident a rappelé dramatiquement le danger que représente l'exploitation de l'énergie nucléaire. Dans la continuité de cet accident, et pour refuser l'immense danger que toute la filière fait peser sur les populations, le mouvement anti-nucléaire a repris une démarche revendicative et les initiatives ont été nombreuses .En France aussi le débat est vif et la question des alternatives se discute très concrètement à une échelle large. Mais le gouvernement s'obstine et s'apprête à prolonger la durée de vie de la plus vieille de nos centrales nucléaires : Fessenheim. C'est d'autant plus irresponsable que le récent incident de Marcoule est là pour nous rappeler que le nucléaire français n'est pas plus sûr que les autres. Dans ce cadre, le NPA défend une démarche de construction des mobilisations militantes pour la sortie du nucléaire, articulée avec la mise en débat d'une proposition de sortie du nucléaire en 10 ans, inscrite dans une grande transformation de l'appareil productif, contrôlée par les populations et les salarié-e-s, qui ne se ferait pas aux dépens de ces dernier-e-s.